

MOUVEMENT OU INSTITUTION?

L'affirmation de la première Internationale: «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*», implique le droit pour la classe ouvrière de s'organiser d'une manière autonome, sur un plan de classe, pour défendre très précisément ses intérêts de classe.

Face à la société capitaliste les travailleurs édifient leurs propres organisations, définissent leurs revendications, opposent aux conceptions bourgeoises leurs propres conceptions de l'organisation sociale.

La création des Bourses du travail puis de la C.G.T. s'inscrivent dans cette conception des rapports de classes.

Qu'importe alors les illusions réformistes ou les outrances révolutionnaires... La logique de l'action de classe se charge de ramener les choses à leurs justes proportions.

Il n'est personne aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier pour contester à la Sécurité Sociale, le caractère d'une conquête ouvrière.

Le plus obstiné partisan de la politique de la présence ne peut nier que les conquêtes ouvrières résultent pour l'essentiel de l'action directe, de la grève, c'est à dire de la guerre sociale.

La bourgeoisie a vite compris le danger que constitue pour la survie de son régime la seule existence des organisations de classe, quelle que soit par ailleurs, les conceptions de ceux qui les dirigent;

C'est pourquoi elle s'est ingéniée à détruire le caractère autonome des organisations ouvrières, par la violence (Allemagne, Italie, Espagne...) afin de leur substituer des organisations mixtes (Patrons, salariés) destinée à œuvrer pour la défense d'un prétendu «*intérêt général*».

Mais l'usage de la violence engendre nécessairement un certain nombre d'excès qui ne sont pas sans inconvénient pour les bourgeois eux-mêmes.

Aussi s'est-on efforcé et plus particulièrement au cours des deux dernières décades, de mettre au point des méthodes plus insidieuses devant permettre d'éviter le recours systématique à la violence que les expériences fascistes et nationales-socialistes ont quelque peu dévaluées.

Tel est le sens de la politique obstinément poursuivie depuis la libération par De Gaulle, ses amis et quelques autres qui se prétendent ses adversaires!

Il faut dire que si le vocabulaire s'est modernisé (encore que les fascistes et les nationaux-socialistes savaient eux aussi user de la phrase gauche) le fond reste le même.

Il s'agit essentiellement de contester l'existence de la lutte de classe (voire même l'existence des classes!!!) et partant de là préconiser «*l'association capital-travail*».

Ce travail de mystification a été poursuivi avec parfois la complicité de certains des nôtres avec des moyens considérables.

Un certain nombre de «sociologues» besogneux se sont fait un nom et des moyens d'existence en écrivant pas mal d'âneries destinées à masquer les dures réalités sociales.

Rappelez-vous la «nouvelle classe», toutes les théories sur les «couches» de salariés embourgeoisés par la possession d'une voiture, d'un téléviseur ou d'une machine à laver!

Imbéciles ou canailles... les mensuels de St-Nazaire vous ont répondu.

La plus longue, la plus obstinée et aussi la plus traditionnelle des manifestations de lutte de classes. Pendant deux mois, ils ont été en grève totale. Pendant deux mois, ils ont chanté l'Internationale dans les rues de St-Nazaire.

On nous avait également objecté un certain détachement de la jeunesse partiellement reprise en mains par les organisations cléricales.

Là aussi, les choses reprennent leur cours normal et le 24 juin, à Paris, 800 jeunes venus de toute la France ont affirmé leur volonté de s'organiser sur un plan de classe.

De même, le 25 Juin, 1.100 militants ouvriers appartenant à la C.G.T.-F.O., la C.G.T., la F.E.N., l'U.N.E.F.; ont décidé d'unir leurs efforts pour faire en sorte que leurs syndicats organisent la lutte contre le danger mortel qui pèse aujourd'hui sur l'existence même des organisations traditionnelles de la classe ouvrière auxquelles ils demeurent, malgré tout, attachés.

Dans ce but, ils vont s'efforcer de constituer des comités «d'alliance ouvrière».

A certains de nos camarades cette initiative pourra sembler audacieuse.

Je suis convaincu qu'elle préserve l'avenir.

Face aux dangers d'institutionnalisation, il est bon que le mouvement reprenne ses droits.

Alexandre HÉBERT.
